

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc. PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutemberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2^e)

POUR TOUS CEUX QU'ON OUBLIE Pour l'Amnistie intégrale

Les vacances parlementaires sont terminées, les députés et les sénateurs sont de retour au Palais-Bourbon et au Luxembourg.

Je suis convaincu qu'ils reviennent à leurs inutiles fonctions, aussi réactionnaires qu'ils étaient lorsqu'ils sont partis en villégiature, aux frais de la princesse.

Ceux, et ils sont nombreux, qui ont mis tous leurs espoirs dans l'amnistie intégrale, au retour des parlementaires, et à l'ouverture des Chambres, vont être désillusionnés et ce sera justice.

Le projet de loi sur l'amnistie déposé par le ministre Herriot n'a qu'un but, c'est de jeter la confusion dans les milieux ouvriers et de poursuivre l'appasement dans la lutte des classes.

Ce projet d'amnistie est au-dessous de celui que votèrent « les assassins des communards » en 1876. Aussi sommes-nous en droit de proclamer que tout le bruit fait autour de l'amnistie, n'est que mensonger, et ne fut qu'un bluff électoral.

Le projet d'amnistie du Bloc des Gauches n'est qu'un trompe-l'œil, les prisonniers resteront dans les centrales, dans les bagnoles militaires et civils, en revanche, les fonctionnaires de l'Etat et des administrations, révoqués, seront réintégrés, les mercantils, les voleurs patentés seront absous, les bandits de la finance, spéculateurs et auteurs de guerre et de vie chère seront proclamés grands patriotes ; quelques délits politiques et délits de grèves seront incorporés dans cette amnistie, et la farce sera jouée.

Le gouvernement du Bloc des Gauches en matière d'amnistie ne peut pas aller plus loin dans sa libéralité que l'ex-bloc National en France, et que l'actuel gouvernement bolchéviste en Russie, car ils sont solidaires, sur la conservation et les prérogatives de l'Etat un et indivisible.

Le Bloc des gauches à genoux devant Primo de Rivera

Les dirigeants quels qu'ils soient, sont libéraux et humains quand la tempête gronde, quand l'orage et les éclairs dévastent et incendent l'univers, sans cela ils sont et restent dans leurs fonctions de gouvernements, inaccessibles à tous sentiments humains, ils ont des cœurs de classe, ce sont des rocs.

Si véritablement nous sommes solidaires de tous les enfermés, de tous les exilés, de tous les bagnards, de tous les déserteurs, de tous les insoumis, hurlons au secours, battons le rappel de toutes les énergies révolutionnaires,

commençons une action immédiate sous toutes ses formes, faisons un bruit assourdissant, trublions partout, partout, la quétude des maîtres et des gérilliers.

Alors la foule des indifférents se décidera à prendre parti, et les gouvernements, pour leur propre sécurité lâcheront le lest.

A mon avis, l'heure actuelle doit être la bataille révolutionnaire pour l'amnistie intégrale, les condamnés de droit commun doivent être sur le pied d'égalité des condamnés politiques, que les dirigeants fassent deux classes, pour eux, c'est naturel, pour nous ce serait simplement monstrueux.

Je me propose du reste, pour documenter ma campagne pour l'amnistie intégrale, de citer des faits, ce sera l'objet d'un prochain article, où je plaiderai non seulement la cause des désempêtrés, des insoumis et de tous les martyrs des bagnoles militaires et civils, mais aussi celle de Dieudonné.

J'estime que tous les révolutionnaires, que tous les syndicalistes, seront avec les anarchistes, aux premières places du premier rang, dans la bataille immédiate qui doit s'engager pour imposer l'amnistie intégrale, pour tous ceux qu'on oublie.

J.-S. BOUDOUX.

COMITÉ DE DEFENSE SOCIALE

Comment on travaille à Biribi

Après avoir démontré comment on « réprime » l'évasion, après avoir indiqué comment on « soigne » les malades, il est nécessaire aussi d'exposer comment le travail est « organisé » à Biribi.

Ainsi apparaît, dans toute sa hideur, la vie des bagnards militaires. On comprendra, de cette façon, pourquoi le bagnard trouve en dehors de ses ennemis naturels : la chourine, l'administration, les officiers, un autre ennemi, peut-être le plus dangereux : son camarade de travail, son compatriote de misère et d'infortune.

Toutes les haines féroces que se voient entre eux les condamnés n'ont point leur origine toujours dans la vie toute spéciale des camps, des détachements isolant du reste du monde des jeunes gens de 20 ans.

Eux ont, le plus souvent, leur source dans le travail.

Celui-ci est organisé de telle façon que les plus faibles doivent succomber au profit des plus forts.

S'il existe, ce qu'on appelle par dérision sans doute, un chiffre normal de production normale pouvant être atteint par un homme de force moyenne, il n'en est, en fait, tenu aucun compte.

C'est la « poussée à la charge », la sur-production maximum qui est de règle. C'est l'élimination des faibles, et le triomphe des forts.

Les équipes se battent souvent furieusement, pour la possession d'un ou plusieurs wagons qui leur permettront, si elles s'en assurent la possession, d'augmenter leur gain journalier.

Un simple fait suffira à montrer de quelle façon s'opère la « répartition » du matériel à charger.

Vers la mi-septembre 1923, au camp de Rouina (province d'Alger), deux détenus arabes : Tebbout et Haddadi travaillaient à l'extraction du minerai de fer.

Tebbout était un « caïd », dont tous les autres détenus arabes, sauf Haddadi reconnaissaient l'autorité, qu'il tenait bien entendu de sa force et de sa violence.

Sur les chantiers des discussions fréquentes eurent lieu entre les deux antagonistes. La dernière, qui fut fatale à Tebbout, eut pour origine la possession d'un wagonnet, dont chacun d'eux voulait s'emparer par priorité.

Un moment apaisée par un sergent, la querelle reprit le soir après le travail. Le Caïd y perdit et son titre et la vie.

Voici ci-dessous, un passage de l'interrogatoire de Haddadi le « tombeur » du Caïd :

« En arrivant sur les lieux, le sergent-major Chabaudy nous a fait placer sur deux

rangs. Il a donné le signal du travail, après avoir fait l'appel comme d'habitude. Nous sommes alors précipités tous sur les wagons que nous devions charger de matériau. »

Cette déclaration recueillie par le chef de brigade de gendarmerie Nabhol, chargé de l'enquête, ne suffit-elle pas à montrer comment les détenus se mettent au travail, sans l'œil amusé de leurs tortionnaires ?

C'est notre camarade Guézennec, déjà cité ici, qui nous fait connaître ces faits. Ils sont significatifs.

Nous continuons notre campagne jusqu'au bout, jusqu'à la disparition de Biribi. Que tous nos camarades libérés nous aident dans cette tâche. Il nous faut des faits, avec lieux, dates et noms, des rapports succincts et clairs. Adressez-les à Pommier, 120, rue Marcadet, Paris 18^e.

Le Comité de Défense sociale.

POUR SACCO ET VANZETTI

Manifestation à Tours

A l'issue d'une réunion donnée par le cartel des services publics à Tours, le jeudi 6 novembre, une manifestation en faveur de Sacco et Vanzetti eut lieu hier à 23 h. 40 et 7 à 800 travailleurs défilèrent dans la principale rue de la ville aux cris de : « Amnistie ! Amnistie ! Vive Sacco et Vanzetti et à bas Chautemps ! » A bas Chautemps parce qu'il est maire de Tours.

Les flots peu nombreux étaient là pour veiller au bon ordre.

La jaunisse officielle

Les machinistes du paquetot Paris, du port du Havre, s'étaient mis en grève, refusant le service si on ne leur accordait pas satisfaction.

On a fait venir des marins militaires de Cherbourg, pour les remplacer.

Les grévistes ont alors essayé de monter sur le paquetot, mais la police les a brutallement dispersés.

Le navire a pris la mer avec ses jaunes par force.

Payons des impôts pour entretenir une armée et une marine, qu'on mettra à la disposition des patrons, pour briser les revendications ouvrières.

Il y a accompagné évidente d'Herriot.

Arrestations partout

Les nouvelles d'hier soir nous annoncent sur toute la frontière espagnole une véritable mobilisation de gendarmes, policiers et douaniers.

La sûreté générale a télégraphié des ordres sévères à tous les postes frontières.

Des perquisitions ont été faites un peu partout. On a, dit-on, découvert des dépôts de browning et des munitions.

Des arrestations ont été opérées à Cerbère, au Perthus, à Bourg-Madame et à Elne.

A Banyuls-sur-Mer, onze arrestations ont été faites. Deux seulement ont été maintenues, celles d'Espada Clément et de Benito Estrada. Ils avaient plusieurs brownings et des munitions.

En gare de Perpignan, la police française a mis en état d'arrestation Augustin Barrion, 21 ans ; Antonia Goméz, 20 ans ; Alexandre Prato, 26 ans ; Augustin Maniel, 24 ans ; Francisco Carceller, 24 ans, et Vicente Hernandez, 23 ans.

Prato et Maniel auraient déclaré qu'il s'agissait d'un complot contre le gouvernement espagnol.

QUE S'EST-IL PASSE À VERA ?

Six hommes, porteurs de revolvers ont été incarcérés à la prison de Bayonne. Ce sera à la suite d'une sérieuse escarmouche qui s'est produite la nuit dernière au poste de douane espagnole de Vera. Une bande d'hommes armés ayant tenté de passer la frontière, une collision avec les douaniers et les gendarmes espagnols s'est produite. Des coups de fusil ont été échangés. Il y a eu des tués et des blessés de chaque côté. Deux gendarmes espagnols auraient été tués.

Repuissants, ceux qui voulaient passer la frontière se sont repliés vers la frontière française.

La gendarmerie française de Saint-Jean-de-Luz organisa immédiatement une battue et c'est là qu'elle fit six arrestations.

L'entente entre les autorités françaises et espagnoles est plus qu'évidente. Les unes et les autres, dans un touchant accord, cooptèrent à la défense de l'odieuse dictature de Primo de Rivera.

Pourquoi le gouvernement français fait-il traquer les révolutionnaires espagnols ayant un compte à régler avec leurs tyans ?

Il y a accompagné évidente d'Herriot.

Le Bloc des gauches à genoux devant Primo de Rivera

POUR LA RÉVOLUTION

L'ambassadeur russe à Londres reçoit

Perpignan vient d'être le théâtre d'une série d'arrestations, et cet incident démasque la politique du Bloc des Gauches, politique de réaction et d'arbitraire. Que nous avions raison de n'accorder aucune confiance à ces hommes d'opposition qui sous le gouvernement de Poincaré protestaient contre le fascisme naissant. Le libéralisme d'Herriot a disparu au moment même où il gravissaient les marches du Pouvoir ; et à présent, solidaire de tous les puissants du jour, le chef du gouvernement français met au service de la dictature espagnole sa police et son armée. Et que dire de ces socialistes qui se prétent bénévolement à cette honteuse manœuvre en se rendant complices des valets du royal assassin d'Espagne.

Un homme est arrêté à la frontière pyrénéenne, et aussitôt la flaque française se met en branle, espionne et arrête, à droite et à gauche, des malheureux qui furent obligés d'abandonner une terre inhospitable. On empêche ensuite ces hommes de quitter la France et de se rendre en Espagne, leur pays d'origine. De quel droit et au nom de quel principe, et en vertu de quelle loi, garde-t-on emprisonnés des gens honnêtes, dont le seul crime est d'être porteur d'une arme de défense ?

Pour ce fait banal, il est d'usage de confisquer l'arme prohibée et de laisser en liberté celui qui en était porteur. Comment se fait-il que l'on change de procédure parce qu'il s'agit d'étrangers et particulièrement d'Espagnols ?

Craint-on que la Révolution n'éclate au pays d'Alphonse XIII, si sympathique à l'aristocratie française, et M. Herriot a-t-il assuré le chef du gouvernement espagnol de son amitié et de son concours ? Il sait donc de ce qu'il a de la savoir.

Et que pense M. Henry Dumay de ce beau geste. Lui qui si « chevaleresque » est parti en chasse pour délivrer le professeur Unamuno, croit-il que l'Espagne est délivrée, du fait qu'un maître d'université a trouvé refuge en notre « belle France » ? Comment se fait-il que le Quotidien ne souffle mot et ne proteste pas contre les arrestations de Perpignan.

Tout commentaire serait superflu. Nos lecteurs jugeront de quels côtés sont les révolutionnaires. Il manquait cependant à cette réception MM. Monmousseau et Marcel Cachin, que nous eussions été heureux de voir parader comme Rakovsky aux cotés des attachés militaires et des ambassadeurs français et étrangers.

Tout commentaire serait superflu. Nos lecteurs jugeront de quels côtés sont les révolutionnaires. Il manquait cependant à cette réception MM. Monmousseau et Marcel Cachin, que nous eussions été heureux de voir parader comme Rakovsky aux cotés des attachés militaires et des ambassadeurs français et étrangers.

La vérité est toute autre. Nous allons donc rétablir les faits. Il y a quelques semaines le fils du marquis de Camp était exécuté au Maroc, pour avoir déchargé son revolver sur Primo de Rivera qui l'avait insulté.

La population de Barcelone toujours à l'avant-garde du mouvement social protesta contre ce crime, et ce nouvel acte d'arbitraire qui venait s'ajouter à tant d'autres assassinats fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Jeudi soir une troupe de 800 à 1000 manifestants, parcourut la ville en signe de protestation lorsqu'elle fut arrêtée par des forces de police considérables. Une bagarre se produisit au cours de laquelle deux chefs de police furent tués et plusieurs gardes civiques et policiers blessés.

Une vingtaine de manifestants furent arrêtés et passeront en conseil de guerre.

Est-ce la première étinelle de la Révolution ? Le peuple espagnol a-t-il assez de la dictature et de ses méfaits ? Espérons-le, pour demain une nouvelle illumination de ce pays qui souffre depuis des siècles de l'autorité civile, militaire et religieuse.

Des arrestations ont été opérées à Cerbère, au Perthus, à Bourg-Madame et à Elne.

A Banyuls-sur-Mer, onze arrestations ont été faites. Deux seulement ont été maintenues, celles d'Espada Clément et de Benito Estrada. Ils avaient plusieurs brownings et des munitions.

En gare de Perpignan, la police française a mis en état d'arrestation Augustin Barrion, 21 ans ; Antonia Goméz, 20 ans ; Alexandre Prato, 26 ans ; Augustin Maniel, 24 ans ; Francisco Carceller, 24 ans, et Vicente Hernandez, 23 ans.

Prato et Maniel auraient déclaré qu'il s'agissait d'un complot contre le gouvernement espagnol.

Le chancelier Seipol, devant la gravité de la levée ouvrière, a essayé de faire patienter encore les cheminots. Il n'y est pas arrivé. Le refus brutal de donner quoi que ce soit aux travailleurs a fait éclater le mouvement. Et le premier ministre a démissionné.

Mais la situation se complique. Les journaux viennent de parler d'une intervention de l'Italie ou de la Tchécoslovaquie sous prétexte que cette grève est préjudiciable aux intérêts de ces deux nations.

Que voilà un beau prétexte facile pour les interventions militaires. Quand les ouvriers revendiqueront, on parlera d'amener des armées étrangères pour les mater.

La voilà bien, l'internationale des gouvernements. C'est la Sainte Alliance qui resuscite pour la défense des intérêts capitalistes. La crise ministérielle autrichienne n'est qu'une pure comédie. Le gouvernement ne s'est pas senti assez fort pour abattre la révolte ouvrière, qui commence par une grève et finit, on ne sait comment.

Il a trouvé ce moyen de renforcer sa police et son armée.

A l'internationalisme des maitres doit répondre celui des esclaves. Ou alors la chaîne se rivera davantage.

Vive la Vie !

Depuis un certain temps de nombreux suicides ont lieu. Ce mal a gagné quelques anarchistes, insuffisamment convaincus et peu épris de nos doctrines. Dans un calcul, pour moi erroné, ces insensés jeunes gens ont préféré se donner la mort que de supposer la vie qui leur paraît trop fade.

Une conférence
Vandervelde-Renaudel

Nos lecteurs lireont avec intérêt ce compte rendu qui mit aux prises bolchevistes et socialistes.

Judi soir, 6 novembre, salle de la Crypte, rue Puteaux, devant un auditoire nombreux et attentif, la Ligue des Droits de l'Homme a donné une conférence en faveur de la Géorgie opprimée par la Russie.

Vanderwelde, le socialiste belge, à l'âge d'un professeur d'histoire, avec redingote et lunettes, rappelle que le 7 mai 1920, la République soviétique signait un traité de paix, d'amitié, de commerce et de reconnaissance avec la République socialiste de Géorgie. La Russie avait des priviléges sur les pétroles de Bakou.

Dix mois après, l'armée rouge envahissait le territoire géorgien. La Tcheka suivait et dominait ; il était entraîné, défendu aux ouvriers de changer de travail sans autorisation policière. Les campagnes étaient terrorisées.

Puis vint l'insurrection de septembre 1924 que la Tcheka laissa préparer... pour mieux la réprimer. Les socialistes géorgiens rendirent les prisonniers bolcheviks, ce qui les fit considérer comme des faiblards, des invertébrés. Pour leur apprendre « l'énergie révolutionnaire », Moscou fut fusiller 30 otages, dont quelques-uns emprisonnés depuis un an ou deux. « Il n'y a pas de crime plus grand contre l'humanité », déclare Vanderwelde.

L'orateur signale que la société des nations a fait un geste platonique, et que l'internationale socialiste a protesté, puis a demandé un référendum chez le peuple géorgien afin qu'il puisse disposer de lui-même.

Vanderwelde rappelle le « Vive la Pologne, monsieur ! » jeté à la face du tsar. Il aurait été heureux de voir « monsieur Cachin » pour lui crier : « Vive la Géorgie, monsieur ! »

Il termine en déclarant que malgré les dissensions et les haines actuelles, il espère une réconciliation et une fraternité entre les prolétariats de Géorgie et de Russie.

Cachin a bien été invité, mais il s'est gardé de venir. Il aurait été cependant en excellente compagnie, comme il le fut en qualité de justicier avec la peau des autres : lors de la dernière guerre. Le « Parti des masses » était néanmoins représenté par une douzaine de bons bougres perdus dans l'assemblée.

Le président Buisson fait appel à la contradiction. Le Bloc ouvrier et paysan répond par le silence. C'est alors que Renaudel signale la présence du citoyen Doriot et lui cède la parole, sans succès d'ailleurs.

Le député du Var regrette l'absence de Cachin. A-t-il eu honte ? Et l'orateur, bien en forme, agressif un peu, lance des barbelières sur ce pauvre Doriot qui paraît bien embêté.

Renaudel signale que le pur Krylenko, grand procureur rouge, est un ancien soldat du tsar. Ce haut magistrat a eu des paroles bizarres sur le cas Savinkov, qui fut gracié dans des conditions troublantes, et sur le cas de Jouvelli, socialiste géorgien qui fut fusillé malgré son repentir.

Pour envahir la Géorgie, les Russes comptèrent un peu sur les Turcs. Il y a un impérialisme russe comme du temps du tsar. La Russie bolcheviste ne pouvait supporter une petite république socialiste dans son voisinage. Et puis, les pétroliers géorgiens font loucher les Russes, comme les Anglais et les Américains. Voilà pourquoi l'armée rouge « dont Doriot est soldat d'honneur » s'est abattue sur la pauvre Géorgie.

Renaudel rappelle que le 5 juillet 1923, il y eut une proposition d'arbitrage de l'internationale socialiste. Au cas où il y aurait eu seulement un tiers des voix ouvrières et paysannes pour les communistes, les socialistes se seraient inclinés. Moscou n'accorde pas.

Si la Russie soviétique et la Géorgie socialiste faisaient la paix par arbitrage, quel exemple pour le monde ! La Russie bolcheviste est maintenant entrée dans l'orbite européenne, elle devra compter avec les autres pays, et comme la paix est une nécessité générale, la Géorgie sera bientôt libre et indépendante.

Doriot est enfin à la tribune, mais au lieu de répondre à la documentation de ses adversaires, il débite les phrases-clés de la tribu moscovite. Il sera toujours avec la Russie, il n'a rien à dire devant des petits bourgeois, il déclare que tous ceux qui ne s'inclinent pas devant le P. C. sont des contre-révolutionnaires. Il a été attiré dans un « petit complot démocratique » et il « n'accepte pas ce genre de débat ». Il attend Renaudel... à la Chambre, et il lance le défi d'un grand meeting devant « la masse ».

Renaudel accepte le meeting, à condition que chacun puisse parler librement. Et il insiste pour que Doriot s'explique à l'instant même où il a toute facilité de causer. Mais le représentant de l'élite du prolétariat tient à se réserver pour le « grand meeting ». Il abandonne piteusement la tribune. L'auditoire est surpris et amusé de voir un contradicteur qui vient pour faire la réplique et qui s'en va en annonçant sa réponse pour plus tard.

Le citoyen Doriot s'est peut-être rendu compte, après tout, que l'impérialisme russe était difficile à défendre et que le P. C. l'avait chargé d'une désagréable corvée. C'est jeune et ça ne sait pas ! Cachin a été plus malin.

La première manche a été perdue pour le P. C. Attendons maintenant, le formidable meeting de masse.

B. BROUTCHOUX.

Le Cri des Jeunes

Sommaire du « Cri des Jeunes ». — Bagne d'Enfants (René Henin). — Antagonisme de classes (A. Gross). — Déclaration de la Minorité (J.-S., des P. T. T.) ; A bas le sport (Morel) ; Un appel du Comité de Défense de Lyon ; Le Père La Burette (de Lieugme) ; Un appel de l'Administration ; Mouvement antimilitariste international ; Comment on méprise la vie humaine au Portugal ; Comment on transformera le monde ; En allant (L. L.) Notes d'un jeune (Prud'homme) ; Travailleurs espérantistes ; Vie des groupes ; Le rôle des B. du T dans la société future

P. S. — Les camarades abonnés qui ne respectent pas le « Cri des Jeunes » sont priés de s'adresser à notre camarade Valès, 10, rue Jacobard, Saint-Etienne.

Lisez le « Cri des Jeunes », organe des jeunes syndicalistes de France. Abonnement : un an, 2 fr. 50.

Spectacles pour... le peuple

Sur la foi d'une mirifique annonce, vous rendez au Trocadéro pour assister à une représentation dite populaire. Le programme est alléchant. Les meilleurs artistes de nos théâtres subventionnés se sont spécialement dérangés à seule fin de vous faire savourer les beautés des chefs-d'œuvre de l'art théâtral. En songeant aux merveilles que vous allez voir et entendre, vous vous trémousserez d'impatience sur la banquette des galeries où, pour la modique somme de deux francs soixante-quatre, on vous a autorisé à reposer votre séant prolétarien.

Trois coups sont frappés. Vous écoutez vos yeux, vous ouvrez vos oreilles larges comme des parapluies. On joue « Le Passant ». Il y a là-dedans un monsieur très bien en caleçon bicolore, qui porte une mandoline en bandoulière, et fait des gestes mignons à une dame nonchalamment accoudée à la rampe d'un balcon.

Mais l'aimable jouvenceau ne fait pas que des gestes à la dame pour laquelle il a pour le moins perdu le boire et le manquer.

Pour lui dépeindre la flamme qui consume son cœur, il accompagne sa mimique d'aboiements : « Ouah ! Ouah ! Ouah ! » La dame répond : « — Ouah ! Ouah ! Ouah ! »

— Hein ! qu'elle est cette fumisterie ?

— C'est « l'écho » vous glisse à l'oreille un voisin qui comprend que vous n'êtes pas du tout à la page.

Si vous demandez des explications, on vous dit que « l'écho » n'est perceptible pour les spectateurs de face. Sur les côtés, il n'existe pas. Si le cœur vous en dit, vous revenez un autre jour au Trocadéro. Vous avez loué une place de côté, et vous rigolez comme une petite folle en dedans de vous-même, en pensant aux spectateurs de face qui jusqu'à minuit moins le quart, éprouveront la sensation d'avoir été enfermés avec des chiens dans un cabanon de la Fourrière : « — Ouah ! Ouah ! Ouah ! »

La comédie commence. Pas plus d'écho pour vous que sur le dos de la main. Seulement c'est une autre paire de manches. Vous ne comprenez pas un traître mot de ce qui se dit sur la scène. Le jeune premier raconte son histoire :

— Bou dou, bou dou, bou lou lou. L'ingénue qui ne veut pas être en reste de politesse répond à son sourir :

— Bou dou, bou dou, bou lou lou.

Parfois, vous vous raccrochez à un espoir. Miracle ! vous avez compris un mot : « Oui ! » Un quart d'heure plus tard, c'en est un autre : « Non ! »

Vous avez rudement de la veine allez.

Un peu avant la fin de l'acte, vous avez entendu un acteur qui disait : « Ah ! »

Il est évident qu'avec des oisifs, des non, et des ah ! on peut faire des choses subtils. Mais tout de même, si on était prévenu à l'avance, je parie ma part de parapluie contre un sou de pain rassis, que plusieurs personnes préféreraient rester chez elles à faire griller des châtaignes sur la poêle, plutôt que de quitter leur lointain faubourg pour venir se barber au Trocadéro !

On a, paraît-il, tout tenté pour modifier l'acoustique du théâtre du Trocadéro. D'accord. Mais puisqu'on n'a obtenu aucun résultat, pourquoi continuer à « escroquer » les gens en les conviant à venir écouter un spectacle qu'ils ne peuvent pas entendre ?

M. Firmin Gémier, qui connaît son affaire, pourrait, il nous semble, organiser ses représentations dans un autre local. A moins... qu'il ne s'en fiche...

J'ai ouï dire que « l'écho » du Trocadéro n'était perceptible qu'aux places abandonnées à la canaille. L'acoustique serait, paraît-il, parfaite pour les gens qui occupent le parterre et les loges. Tout le monde n'a pas les moyens de se payer un fauteuil d'orchestre ou une loge. Mais peut-être aussi bien, les représentations du Trocadéro n'ont-elles pas été organisées uniquement pour l'ébadissement du populaire. Qui peut savoir... ?

Quoi qu'il en soit, tel qu'il est pour le quart d'heure le théâtre du Trocadéro mérite d'être employé à tout autre chose qu'à servir de salle de spectacle. On pourrait y installer un musée des antiquités, y organiser des expositions porcines ou patriciales. N'importe quoi, bonté divine ! Mais tout au moins ne s'en servir pour donner au peuple l'illusion que les artistes de la Comédie-Française ont appris leur métier, sous la direction d'un piqueur, dans les chemins de Madame la Duchesse d'Uzes.

Brutus MERCIEREAU.

Avis aux calomniateurs

A la Carrosserie Weymann, à Levallois-Perret, un dégoûtant personnage, chef d'équipe de la boulangerie dans cette boîte, racontait ces jours derniers, à qui voulait l'entendre, qu'un de nos camarades, militaire anarchiste connu et travaillant aussi dans la voiture, avait touché l'argent des patrons dans une grève quelconque pour engager les ouvriers à reprendre le travail, puis, enfin, un tas de choses injurieuses à l'égard de notre ami. Les absents ont toujours tort.

Je lui fis remarquer qu'il avait tort de mentir ainsi, pour salir un militant, et je lui dis que je le mettrai au pied du mur en faisant venir le camarade en question.

A 13 h. 30, à la rentrée de l'usine, notre camarade était présent avec moi. Mais alors, quel changement à vue ! Aussitôt que le calomniateur aperçut notre ami, il dit : « Tiens, te voilà mon vieux un tel... comment ça va ? Il y a longtemps que je ne t'ai vu, etc... ». Mais le copain l'arrêta net en lui posant des questions précises sur ce qu'il avait dit la veille, et le triste sire se dégonfla piteusement.

Quelques calotes bien appliquées et quelques coups de botte dans le derrière lui rappellèrent que l'on ne calomnie pas sans risques les militants. Et c'est sous la risée des ouvriers qu'il rentra, tête basse, pour pleurer dans le « gilet » de son exploitateur.

Camarades, défendons nos militants contre les calomnies des « salopards ».

Marcel COUTURAT.

Amis lecteurs
abonnez-vous

Sus aux mercantis du meublé

Faits nouveaux à Angers, à Paris

Depuis lundi, sur un des minuscules trottoirs de la rue Saint-Christophe à Angers, un mobilier est la exposé à toutes les intempéries. L'armoire se dresse le long du mur, un sommier est vaguement protégé par une toile, le reste est à l'avant. Un marchand de charbons du voisinage a mis chez lui le linge et divers objets.

« Le spectacle est navrant.

« Ce mobilier appartient à une ménagère, Mme Delhommeau, qui est âgée de 56 ans. Depuis deux ans elle a opposé la force d'inerterie à toutes les réclamations, demandant et obtenant tous les sursis possibles. En dernier lieu même, son propriétaire lui avait laissé dans l'appartement une pièce pour y mettre le mobilier.

« Enfin tout à une fin, et M. Donon, juge de paix, rendait la semaine dernière, un jugement autorisant l'expulsion de la locataire.

« Lundi matin, un huissier venait mettre le jugement à exécution, et accompagné d'un commissaire de police du quartier, procédait au démantèlement du mobilier, qui était déposé dans la rue, où il se trouve encore.

« Mais où l'affaire se corse, c'est depuis lundi, Mme Delhommeau n'a pas reçu l'argent qu'elle devait.

« Si l'on en croit les dires de certains personnes, Mme Delhommeau, qui passait pour être de relations difficiles et avoir eu souvent des histoires dans les maisons où elle avait été employée comme femme de ménage, aurait dit : « Quand je n'aurai plus d'argent et plus de domicile, je sais où se trouve la Maine, et j'y ferai le grand plongeon ».

« A-t-elle mis à exécution l'idée qu'elle avait exprimée ? Tout le laisserait supposer, car personne n'a plus entendu parler d'elle et ne l'a plus vue depuis lundi, jour de son expulsion. Ses meubles sont toujours à la rue, ils n'y peuvent rester éternellement. »

« Bien qu'il s'agisse là d'un fait concernant un « logement non meublé » nous le relatons, car toutes les misères des pauvres locataires méritent d'être dévoilées.

• • •

« A l'hôtel du Palmier de Longchamp, rue de Longchamp, loge dans une petite pièce une famille de quatre personnes moyennant un loyer de 1.800 francs par an. Ce mercant du meublé a donné congé à ces travailleurs qui ont deux enfants en bas âge.

« Alors, ils s'en furent voir une chambre non meublée. Le propriétaire lui a demandé : avez-vous des enfants ? Le travailleur a eu la franchise de dire oui, et on lui refusa la location. Où fera-t-il que ses enfants soient logés ? »

« Alors, il déclara longtemps ce scandale ?

On voit, par ces deux faits, que les exploitants ne désarment pas. Nous non plus.

Guy SAINT-FAL.

LES MARCHANDS DU TEMPLE

« L'emprunt qui va être émis doit contribuer à nous remettre à l'aise. Il est lancé avec des avantages surprenants, exceptionnels... Il sera couvert bien au-delà de son chiffre. »

Léon Bailby. — Intransigant » du 7-11-24.

• • •

Léon Bailby, directeur de l'« Intransigant » et grand tueur de Boches, est certainement le plus cocardier des journalistes de Paris. Tous les jours, à la même heure, il bat le rappel et sauve la France des embûches qui lui sont tendues sans cesse, on le sait, par ses ennemis des deux mondes... Hervé-le-Fou, lui-même, n'arrive pas à l'égaler dans cette besogne si régulièrement patriotique. Il a beau être adoré à l'intérieur qui l'a si bien soigné, et lui avoue qu'il est en réalité un terroriste du nom d'Elof Lenor, il n'en est pas à une coup d'essai.

Catherine savait tout cela, car elle avait trouvé sur le blessé une sorte d'étui renfermant l'ordre de tuer donné à Elof par le comité exécutif des anarchistes... Mais imbue d'idées humanitaires, par atavisme sans doute, elle n'admet pas le meurtre : La vie est sacrée. Elle rappela à Elof ces mots de la Bible : « Tu ne tueras point ! »

Elof Lenor fait un tableau de la misère, de la souffrance du peuple, il n'est pas un assassin, mais un justicier. Il va retourner à Vancouver où se tiendra le prochain comité international des anarchistes, et où seront désignés d'autres puissants à chaque fois qu'il n'est pas un assassin, mais un justicier. Pourtant, il déclare que lorsqu'il tua le jour de ses noces, je ne sais quel grand d'Espagne, il lui sembla qu'il réglait simplement une affaire personnelle, il était jaloux de voir cet homme beau, riche et aimé, tandis que lui... Voilà, dit-il, la psychologie de l'anarchiste... (C'est bien vrai !) articula derrière moi un vieux déchet de bourgeois à face ripolinée.

Mais Catherine, tout à son idée, finit par convaincre son farouche partenaire, mieux, elle lui offre de partir avec lui où qu'il aille, à condition qu'il ne tue plus.

Peut-on pousser plus loin le dévouement à une idée ?

Nous retrouvons cinq années plus tard, en 1914 pour être précis, Catherine mariée à son étrange anarchiste devenu patron d'usines importantes au Canada. Oui, mais ces usines ne sont pas la propriété d'Elof Lenor, ils ont été construites avec l'argent du comité dont les membres ont été, eux aussi, touchés par la grâce ; les millions de dollars qu'elles rapportent sont envoyés directement à la caisse du parti (?) à Lausanne.

Extrêmement curieux, ces « anarchistes » qui exploitent des ouvriers pour alimenter leur caisse de propagande !

Enfin ! le ménage est uni, les affaires sont prospères, tout irait bien s'il n'arrivait à l'improviste un envoyé de ce fameux comité de Lausanne. Encore un bon drôle d'anarchiste » cet envoyé qui se fait appeler Eriksen, et n'est autre qu'un prince russe, ex-officier qui fut son général à la suite de dettes de l'Etat. Il est « anarchiste » parce qu'il est ruiné. Catherine le déteste mais n'en devient pas moins sa maîtresse. Cela se comprend, il est beau mâle, et Elof un

A travers le Monde

ALLEMAGNE

LE COMTE BERNSDORFF ET LA S.D.N.

Le comte Bernsdorff, ancien ambassadeur d'Allemagne aux Etats-Unis a prononcé à la Dessau, un grand discours en faveur de la République et contre la guerre.

A retenir de son long discours ces deux passages :

« Dans cinquante ans, on ne trouvera plus de rois et de reines que dans les jeux de cartes. La monarchie a fait faillite. L'Allemagne qui se trouve en plein cœur de l'Europe, ne saurait rester en arrière de ses voisins...»

« La Société des Nations n'a rien à voir avec le pacifisme... et il n'existe dans le monde aucune garantie contre la guerre...»

Nous sommes tout à fait d'accord avec Bernsdorff. Cette opinion d'un diplomate est à retenir.

UNE RECEPTION

A L'AMBASSADE DES SOVIETS

Berlin, 8 novembre. — A l'occasion du 7^e anniversaire de la fondation de la République des Soviets, l'ambassadeur russe à Berlin, Kreslinski, a donné hier soir une réception de gala à laquelle ont pris part de nombreuses personnalités ; entre autres l'ambassadeur d'Italie, Bosdari, l'ambassadeur de Turquie, M. Oszowski envoyé polonais et M. Riedl, envoyé austro-hongrois.

La Wilhelmstrasse était représentée par le ministre des affaires étrangères, M. Stresman, le secrétaire d'Etat von Maltzahn, les directeurs ministériels Schubert et Körner, ainsi que de nombreuses personnalités parlementaires.

ANGLETERRE

ABSTENTIONNISME

Sur 66 millions d'électeurs anglais 20 % n'avaient point voté aux dernières élections. Ainsi plus de 3 millions d'électeurs ont signifié leur désapprobation au système électorale et faussé qui perpétue en Europe le régime d'esclavage et de guerre.

LE PRINCE DE GALLES EN BEURRE

Des journaux anglais avaient annoncé qu'après la fermeture définitive de l'Exposition de Wembley, la statue équestre du prince de Galles, grandeur naturelle taillée... dans du beurre et exposée au pavillon canadien, serait remisée et vendue en paquets d'une livre. On en ferait plus de 3.000 paquets.

Seulement, pour bien conserver la statue, un produit spécial a été mélangé au beurre dont il gâte le goût. Les organisateurs avaient alors décidé de fondre la statue et de la revendre comme graisse pour chariots.

Ce sort cruel a été épargné à la statue du prince. Elle sera placée dans un frigo et conservée jusqu'à l'an prochain.

Trois mille livres de beurre à huit francs soit 24.000 francs à l'eau, et cela pendant que les malheureux chômeurs sont obligés de faire la queue devant les bureaux de placement des heures entières et le ventre vide.

C'est du propre. Qui donc pourrait regretter un tel régime au jour où il sera bouleversé par la révolution ?

BRÉSIL

LA MUTINERIE DU « SAO-PAULO »

D'après le correspondant du Daily Express à Rio-de-Janeiro, le cuirassé Minas Geraes a quitté le port, accompagné de deux sous-marins, à la poursuite du cuirassé Sao-Paolo, avec instruction de ne pas couler le cuirassé, mais de manœuvrer stratégiquement pour l'obliger à se rendre. Le ministre de la marine, l'amiral Alessandro de Alencar, se trouve à bord du Minas-Geraes.

Suivent les déclarations de l'ambassadeur Brésil à Londres, il y aurait eu de violents combats à bord du Sao-Paolo avant que les mutins aient réussi à s'en rendre maîtres.

La mutinerie du « Sao-Paolo » rappelle en bien des points celle du cuirassé Potemkine, lors de la première révolution russe. Comme alors c'est un signe — un de ces signes qui ne trompent pas — que la révolution victorieuse est proche.

REVOLTE DANS L'ARMEE

Selon une dépêche que publie « Erkenntnis et Befreiung », journal de Pierre

Ramus, à Vienne, un régiment de l'armée rouge, à Elisabethpol, a été licencié, parce que les soldats s'étaient mutinés et avaient refusé de fusiller quelques détenus politiques condamnés à mort par la Commission extraordinaire de la Tchéka. Les mutins avaient mis à mort le commissaire politique du régiment.

RUSSIE

L'ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION

Le 7^e anniversaire de la révolution russe comme l'on fête à Paris la Révolution française. A l'occasion du septième anniversaire de la révolution d'octobre une grande parade officielle de la garnison de Moscou a eu lieu sur la place Rouge, devant le tombeau de Lénine, en présence de MM. Kalinine et Trotsky.

Et voilà. Le peuple de bâtonna a prêté son concours à cette comédie, de la même façon — le peuple est partout le même — qu'il assiste ici à la revue du 14 juillet. Et pendant ce temps les maîtres gouvernent en paix.

YUGOSLAVIE

CONSTRUCTION D'IMMEUBLES

Depuis la fin de la guerre, on a construit en Tchécoslovaquie, avec le concours de l'Etat, 19.700 immeubles. La part de l'Etat s'élève, de ce fait, à 3.300.000.000 de couronnes tchèques.

RENCONTRE DE REVOLUTIONNAIRES ET DE POLICIERS

Une manifestation avait été organisée hier par les groupements et organisations d'avant-garde. Une rencontre avec la police fut lieu et un commissaire de police et un manifestant communiste furent blessés.

La « liberté » est partout la même. Il est permis de manifester en faveur du gouvernement mais si quelqu'un se dresse contre lui tout l'appareil de coercition et de violence est mis en branle pour étouffer la voix du peuple. Elle se fait entendre pourtant et sa clameur sera de plus en plus puissante.

Une ligue contre la vie chère

Chartres, 8 novembre. — Sur la place du Marché, à Chartres, une ligue contre la vie chère a vendu des légumes et a liquidé en quelques heures 1.000 kilos de choux, au prix moyen de 0 fr. 40 ; 1.000 kilos de carottes à 0 fr. 40 le kilo, et 2.000 kilos de pommes de terre à 0 fr. 35 le kilo, prix qui représentent à peine un tiers de ceux pratiqués jusqu'alors sur les marchés.

Enfin la ligue, qui a appris que les laitiers se disposaient à vendre le lait 1 fr. 10 le litre, va prouver que cet alimenter de première nécessité peut être vendu moins cher en le livrant à domicile à 0 fr. 90 le litre.

Quand verrons-nous semblable chose à Paris.

Carpentier porte la poisse

Dieppe, 6 novembre. — Vers midi, le dimanche à moteur « La Jacqueline », appartenant au boxeur Georges Carpentier, se rendait sur les lieux de pêche à Dieppe lorsqu'une explosion, dont la cause n'a pu encore être déterminée, se produisit dans le réservoir à essence. Le mécanicien du dundee, récemment embarqué, fut violemment projeté en l'air et retomba dans la cale en feu où il fut carbonisé. En un clin d'œil, le dundee fut la proie des flammes.

L'équipage de « La Jacqueline » mit son canot à la mer et put être transporté, grâce au concours d'un autre canot de pêche, sur la drague de Dieppe qui le ramena au port. Le patron du bord a été blessé à la main droite.

Par suite de la violence de l'incendie, « La Jacqueline » partit à la dérive dans la direction de la pointe d'Ailly.

L'automobile meurtrière

— L'auto de M. Tallant, boulanger à Saint-Aignan-sur-Cher, a culbuté près de Noyer-Loire-et-Cher, Mme Oberlé, née Mandard, qui poussait une voiture d'enfant, et qui voulait traverser la route.

Mme Oberlé a été grièvement blessée. Son enfant est indemne.

ILLUSIONS perdues

par Honoré de Balzac

TROISIÈME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

— Ma bonne femme, dit Lucien en s'avancant, je suis bien fatigué, j'ai la fièvre, et n'ai que trois francs : voulez-vous me nourrir de pain bis et de lait, me coucher sur la paille pendant une semaine ? J'aurai eu le temps d'écrire à mes parents, qui m'environt de l'argent ou qui viendront me chercher ici.

— Volontiers, dit-elle, si toutefois mon mari le veut ! — Hé ! petit homme !

Le meunier sortit, regarda Lucien et s'ôte sa pipe de la bouche pour dire :

— Trois francs, une semaine ? autant ne vous rien prendre.

— Peut-être finirai-je garçon meunier, se dit le poète en contemplant ce délicieux paysage devant de se coucher dans le lit que lui fit la meunière et où il dormit de manière à effrayer ses hôtes.

Courtois, ya donc voir si ce jeune homme est mort ou vivant, voilà quatorze heures qu'il est couché, je n'ose pas y aller, dit la meunière le lendemain, vers midi.

— Je crois répondit le meunier à sa femme en achevant d'étaler ses filets et ses engins à prendre le poisson, que ce joli

Du pétrole dans l'Hérault

Au mois de septembre le forage entrepris par l'Etat dans l'Hérault, près de Gabian, avait atteint un niveau d'infiltrations pétrolières donnant lieu dès le début à une venue moyenne d'environ 40 litres à l'heure.

Dans la journée du 6 novembre, le forage a abouti à un jaillissement intermittent dont le débit horaire se maintient jusqu'à présent aux environs d'un mètre cube. La densité du pétrole est de 0.84.

Il semble qu'on se trouve, dès à présent, en présence des résultats les plus importants qui aient été jusqu'ici obtenus en France en matière de recherches d'hydrocarbures.

Contre la crise du logement

Si l'extension d'une ville comme Paris est nécessairement limitée en surface, elle ne l'est point en hauteur.

Le terrain coûte cher, pourquoi ne suréleverait-on pas les immeubles d'un ou deux étages ?

Il y a une loi qui limite la hauteur des immeubles (quand on veut faire quelque chose de bien il est bien rare qu'on ne se heurte pas à une loi quelconque) on peut l'abolir.

De la place, de la place !

Les accidents de chemins de fer continuent

Lyon, 7 novembre. — Vers quinze heures, à Gorge-de-Loup, la locomotive d'un train de marchandises a déraillé. Le trafic a été interrompu vers Montlirion et Paray-le-Monial jusqu'à minuit.

— A Saint-Clair, un train ouvrier a tamponné un train de marchandises. On ne signale heureusement aucun accident de personne.

La T. C. R. P. et le Métro ne tiennent pas leurs engagements

Quand ces deux compagnies avaient augmenté leurs tarifs, elles avaient promis une amélioration de leur service, dont les usagers ont un réel besoin.

Or on n'a rien vu venir. On continue à s'enfasser dans les rames du Métro en dépit de tout confort et de toute hygiène.

Mais il y a d'autres questions auxquelles la T.C.R.P. serait bien embarrassée de répondre.

Quel est le déficit annuel ? Et le montant des emprunts ?

Quelles sont les charges annuelles afférentes à ces emprunts ?

Que touchent actionnaires et administrateurs ?

Quelles sont les firmes commerciales et industrielles auxquelles la T.C.R.P. passe des commandes ?

Et puis... combien touchent par an les gros bonnets, et combien les pauvres bougres ?

LA CRUE

Nous aurons demain à Paris le maximum du flot mais tout danger est écarté et nous en serons quitte pour la peur.

Rien de particulier à signaler sur l'Yonne et la Haute-Seine qui n'ont subi que des montées insignifiantes.

Sur la Marne le maximum de la crue a dépassé Châlons-Epernay. L'importance du flot est comparable à la crue de 1910.

Dans le bassin de l'Oise, les cotes sont les suivantes :

Selles-sur-Aisne : hier 5 m. 73, aujourd'hui 5 m. 45 ; Sampigny : hier 4 m. 15, aujourd'hui 4 m. 10 ; Venette : hier 5 m. 10, aujourd'hui 5 m. 59.

La crue de la Meuse est terminée, la rivière baisse d'une façon sensible, et les rues se débarrassent peu à peu de l'eau qui les recouvrait. Tout danger est désormais conjuré.

A propos d'un bistrot

J'ai lu un article dans le « Libertaire » du 4 courant sous le titre de : « Un bistrot qui va fort ». Eh bien, moi, je vais te dire comment ce bistrot peut donner des journées gratuits à titre de réclame.

Ce bistrot possède à Paris plusieurs maisons, dans lesquelles il fait régner une discipline disciplinée de bagne, exigeant de son personnel

— Bah ! les voleurs sont plus dégourdis que ça, nous serions déjà dévalisés, reprit le meunier.

— Je ne suis ni prince, ni voleur, ni évêque, ni comédien, dit tristement Lucien, qui se montre soudain et qui sans doute avait entendu par la croisée le colloque de la femme et du mari. Je suis un pauvre jeune homme fatigué, venu à pied de Paris ici. Je me nomme Lucien de Rubempre et suis le fils de M. Chardon, le prédateur de Postel, le pharmacien de l'Hôpital. Ma sœur a épousé David Séchard, l'imprimeur de la place du Mûrier, à Angoulême.

— Attendez donc ! dit le meunier. C'est imprudent-là n'est-il pas le fils du vieux qui fait valoir son domaine de Marsac ?

— Précisément, répondit Lucien.

— Un drôle de père, allez ! reprit Courtois. Il fait, dit-on, tout vendre chez son fils, et il a pour plus de deux cent mille francs de biens, sans compter son « esquif ».

Lorsque l'âme et le corps ont été brisés dans une longue et douloureuse lutte, l'heure où les forces sont dépassées est suivie ou de la mort ou d'un anéantissement pareil à la mort, mais où les natures capables de résister reprennent alors des forces. Lucien, en proie à une crise de ce genre, parut près de succomber au moment où il apprit, quoique vaguement, la nouvelle d'une catastrophe arrivée à David Séchard, son beau-frère.

— Oh ! ma sœur ! s'écria-t-il, qu'ai-je fait, mon Dieu ? Je suis un infâme.

Puis il se laissa tomber sur un banc de bois, avec la pâleur et l'affaissement d'un mourant ; la meunière s'empessa de lui apporter une jatte de lait, qu'elle le força de boire ; mais il pria le meunier de l'aider à se mettre sur son lit, en lui de-

salle qu'il ne paye pas un travail de 16 à 18 heures par jour sans compter les vexations et les frais qu'il leur fait payer.

Il a le droit de faire des concessions. La journée de 8 heures il s'en balance !

Tous les garçons de café qui ont passé dans cette botte m'apprécient, tous les travailleurs demandent la suppression du pourboire, à être payé comme tous les ouvriers des autres métiers et qu'il leur soit accordé la loi de 8 heures.

M. B. BEAUMONT.

LEURS DIVIDENDES

— Avenue Jules Janin, le plombier Léon Boule, 51, 75 rue Marcadet, tombe d'un lit et se tue.

— Le berger Dufayet, à Salers (Cantal), s'étant trompé de chemin, est tombé d'une hauteur de 10 mètres des rochers. Il est mort à l'hospice de Salers.

— A Condat, en ramassant du bois, la « mère Falcoux » a glissé dans un profond ravin et s'est tuée.

arrêté pour abus de confiance. Il offre ses services pour l'achat de dommages de guerre et touchait des commissions importantes. Mais il

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Aux syndicats autonomes

La Commission des syndicats autonomes de la Seine, dans sa réunion du 7 novembre, ayant à examiner la situation créée par la Conférence minoritaire du 1er Novembre :

Déclare accepter les décisions de la Conférence qui a repris à son compte le but qu'elle s'était assigné, c'est-à-dire le regroupement des forces syndicales éparses dans ce pays.

Elle invite tous les syndicats autonomes qui avaient répondu à son appel et qui étaient en rapport avec elle, à rejoindre l'Union fédérative des syndicats autonomes de France.

En conséquence, la Commission considère que son rôle primitif est terminé : elle remet son pouvoir entre les mains de la Commission provisoire de l'Union fédérative des syndicats autonomes, confiante que celle-ci remplira entièrement sa tâche.

A partir de ce jour la Commission aura pour rôle le regroupement des forces syndicalistes du département de la Seine ; les syndicats qui sont passés à l'autonomie ces derniers sont invités à envoyer un décret à la prochaine réunion.

LA COMMISSION DES SYNDICATS AUTONOMES DE LA SEINE.

LES RÉSULTATS DE L'ACTION COMMUNISTE

Un syndicat autonome dans la Chaussure

La minorité syndicaliste du syndicat Unitaire de la chaussure, a, dans sa réunion du jeudi 30 octobre décidé à l'unanimité la création d'un syndicat autonome.

Nous n'aurions pas encadré les colonies de ce journal avec la relation des faits qui ont motivé cette décision si une ordure qui porte la marque de fabrique de Richeraud-le-Mur et qui parut dans la poubelle moscovite du 5 novembre, ne nous obligeait à mettre les choses au point, une fois pour toutes.

Voici les faits : A l'Assemblée générale du mois de mai de cette année, les syndicalistes de la chaussure, voyant que de plus en plus les fonctionnaires de l'U.D. et de la C.G.T.U. devenaient les valets du Parti Communiste déposèrent une motion blâmant un secrétaire de l'U.D. qui s'était servi de son titre pour participer à une réunion politique et regrettant l'attitude passive de la C.G.T.U. sur la question de l'amnistie.

Cette motion écrite cependant en termes mesurés, n'eut pas le honneur de plaire au bureau du syndicat qui posa la question de confiance.

Depuis ce jour, l'attitude du bureau se précise de plus en plus : Richeraud-le-Mur qui se défendait hypocritement de faire de la politique en arriva à regretter, en pleine assemblée générale que le gouvernement Russe n'ait pas collé tous les anarchistes au mur !

Sentant que malgré toutes leurs manœuvres, la majorité allait leur échapper, le bureau et la fraction communiste eurent recours à un expédient qui, je crois, est sans précédent dans les annales syndicales ;

La fraction communiste des cuirs et peaux fut convoquée au 120, rue Lafayette quelques jours avant la dernière assemblée générale ; à cette réunion il fut décidé que cette fraction assisterait toute entière à l'assemblée générale de la chaussure ! Je crois que les copains des autres corporations feront bien de se méfier de ce procédé car on convoque beaucoup les fractions communistes en ce moment.

Pour essayer de masquer la manœuvre, la carte syndicale était exigée à l'entrée, mais comme le copain minoritaire qui courrait en compagnie de l'un des secrétaires regagna sa place dès que la réunion commença, on put assister, un quart d'heure après, au miracle de la multiplication des cordonières.

Le secrétaire de la Fédération, soi même, assistait à la réunion.

Dans ces conditions on conçoit que Richeraud-le-Mur se félicite des nombreuses assemblées !

A cette assemblée générale, un vieux militant, Estève, syndiqué depuis plus de 20 ans, fut hué, sifflé, on couvrit sa voix en frappant des pieds sur le parquet !

Ensuite, par l'intermédiaire d'un pauvre ivrogne, syndiqué pour la circonstance, on essaya de reprocher à Huart une chose vieille de 12 ans ! Cela dépassa un peu les bornes car l'assemblée se désolidarisant de l'homme de paille du bureau, exprima à l'unanimité sa confiance à Huart.

L'attitude du bâtiment qui venait d'entrer dans l'autonomie fut critiquée par Richeraud-le-Mur qui déposa une motion contre les scissionnistes. Les minoritaires s'élevèrent contre cette motion en disant que nous n'avions pas à juger les actes du bâtiment, mais la fraction communiste des cuirs et peaux était là pour un coup et cette motion fut votée.

Devant de tels procédés quel était le devoir des syndicalistes ? La seule position logique était l'autonomie ; en cotisant plus longtemps à la C.G.T.U. nous nous faisons les complices de ceux qui veulent faire le syndicalisme et pour qui toutes les armes sont bonnes, depuis le « Rigolet » jusqu'à la plus abjecte calomnie.

Cette décision a le don de mettre en fureur Richeraud-le-Mur. Fidèle à sa tactique qui consiste à faire glisser le débat, il s'enforce, dans le dépôlissement des masses du 5 novembre, à attirer l'attention des camarades sur un tract dont l'éditeur déclare ses termes.

Il prétend que les chefs de la minorité ont mis les camarades devant un fait accompli alors que la décision d'autonomie fut prise à l'unanimité le 30 octobre ; il insinue lourdement qu'il serait question de cotisations syndicales croquées alors que dans le tract il est dit textuellement :

L'argent des cotisations syndicales ne sort, dans l'une ou l'autre C.G.T., qu'à l'entretien de parasites dont tout le travail

consiste à servir d'hommes à tout faire de parties politiques.

Et bien, malgré la méchanceté voulue de son article nous remercions Richeraud. Nous n'espérons pas qu'il nous fit, et si, dans le quotidien cellulaire, cette réclamation gratuite. Nous espérons bien qu'il ne s'en tiendra pas là que par son intermédiaire les lecteurs de l'*Huma* seront tenus, d'une façon inexacte il est vrai, mais tenus tout de même, au courant de l'existance de notre syndicat.

Ceci dit nous déclarons que nous avons mieux à faire que polémiquer avec Richeraud-le-Mur et consorts. Cette mise au point était nécessaire, mais elle doit être la dernière ; nous avons assez perdu de temps nous avons un travail plus intéressant à faire.

Le Syndicat Autonome organise pour le samedi 8 novembre à 15 heures, Bourse du Travail salle Bondy, une grande réunion qui doit rassembler tous les syndicalistes sincères de la chaussure et des cuirs et peaux.

Nous savons si la fraction communiste nous fera l'honneur d'assister à notre réunion, en tous les cas, les copains peuvent être assurés que toutes les dispositions seront prises pour que la réunion se déroule dans le calme le plus absolu.

Chaque camarade lisant cet appel doit le faire circuler, il doit également faire circuler les tractes.

Si chacun fait son devoir, notre syndicat autonome vivra et prospérera. Camarades ! tous à l'ouvrage pour sauver le Syndicalisme et faire triompher les revendications ouvrières !

Syndicat autonome des Employés et Ouvriers en Chaussures.

Grèves et Revendications

Tous au syndicat !

A la maison Leduc rue du Fer à Moulin, deux ouvrières lissoisseuses dont l'une syndiquée, furent désignées par leurs camarades pour présenter une demande d'augmentation de salaires. L'ouvrière syndiquée fut congédiée sur le champ. Comprenez donc, camarades, que nos revendications ne pourront aboutir sans faire de victimes que si nous les présentons tous en bloc dans une organisation syndicale.

Que de détours !

Une délégation des cochers conducteurs de grande remise et de particuliers avait pour mandat de demander au ministre de la Justice d'étendre aux chauffeurs le bénéfice de la loi du 26 juillet 1873 réprimant la grivellerie. Le chef de Cabinet qui les a reçus leur a promis qu'une proposition de loi en leur faveur serait déposée incessamment à la Chambre. Hum ! Hum !

Sous aux jaunes

Au Havre, mercredi dernier, avant le départ du paquebot « Croix », le personnel de la machine et de la chufferie a quitté le bord en réclamant le renvoi d'une brute de chef cuisinier.

Le même jour sur le « Paris », 160 hommes environ du personnel de pont et de la machine ont refusé tout service en réclamant le renvoi d'un homme nouvellement embarqué qui n'avait pas fait grève dernièrement. C'est bien, mais c'est dans tous les chantiers que l'on devrait chasser les jau-

nes !

Le petit Monnousseau nous est un symbole à ce sujet.

Recherchez les engagés pour la guerre du Droit ! vous verrez la récolte !

Assez de lutte stérile ! Assez de temps perdu ! Allons à la conquête et à la victoire de nos légitimes revendications ! Sus au patronat, et que vive l'Unité prolétarienne, contre la dictature moscovite, contre le capitalisme, contre les fromagistes, vous ferez le geste que les militants de province attendent de vous !

Dans le S.U.B.

La vie dans les sections. — Les sections du S.U.B. auront leurs réunions au cours de ce mois ; bien inspirées seront les militants qui profitent de la période hivernale pour organiser dans leurs sections respectives la propagande, de façon que le printemps ne nous prenne pas au dépourvu. D'autre part, plusieurs sections sont au contraire en période de plein travail, nous citerons les ornementalistes, les électriciens, les menuisiers. Il faut donc que l'effort de propagande soit porté d'une façon toute particulière sur ces spécialités. Nos camarades ornementalistes ont déjà commencé leur action de recrutement, une Assemblée tenue à la Bourse du travail nous permet de revoir de bons camarades, hier dévoués dans l'action syndicale. Qu'ils prennent l'engagement de se mettre à la besogne, chacun dans leur milieu et cette belle organisation que nous avons connue rendra maladroit comme on va voir.

Nos camarades électriciens ont une tâche plus ingrate, parce que plus dissimilés, encore là, les militants doivent dresser la liste des maisons susceptibles d'être touchées.

De même pour les menuisiers. L'hiver ne peut être pour nous une période de repos, il doit être au contraire celle d'une méthodique préparation. Que les militants du S.U.B. prennent au sérieux la question et que dans les jours les plus prochains nous passions aux actes. Une autre question, non moins importante reste à résoudre celle des militants de demain. L'on a trop souvent parlé de l'école du militant. L'Union des Syndicats de la Seine avait dans son programme cette besogne importante, rien n'a été fait. Nous nous devons, de ne pas les imiter.

A cet effet, nous portons à la connaissance de tous les militants qu'une réunion aura lieu dans laquelle il sera arrêté à tout prix l'ordre de délation « moi-sai » aux ateliers de la rue Villiers. Bien noté par son hôte favori, le directeur Farjot, l'odieux personnage fit son apparition un beau mardi matin parmi nous, où il fut immédiatement mis en quarantaine. Nous étions prévenus que cet individu qui a nom André Faustein, d'Aulnay-sous-Bois, avait déjà fait mettre sur le pavé un contremaître et ses compagnons, et aussi que les successeurs de ces derniers profitant de la légalité furent assez énergiques pour mettre en demeure notre salopard de quitter sur-le-champ la maison ou sinon c'était la grève. Devant notre attitude notre bonhomme se plaignit, et le lendemain fut casé, dans un endroit moins désagréable pour lui.

Pendant ce temps, rue de Villiers, une affiche invitait les peintres chômeurs à se présenter rue Duret où un embauchait à 0,25 de moins d'heure ; ceci se fit avec la complicité de l'apprenti « preu » Fion, d'origine belge, qui nous mit le samedi suivant à pied au nombre de sept.

Comme bien on pense, il fallait à tout prix attaquer le « groupe d'anciens ».

Dans la semaine qui suivit, les sept reçurent de la direction un papier les avertissement poliment à venir se faire régler pour manque de travail.

Cette manœuvre grossière n'a pas réussi, car le mouchard en question, qui sous notre pression fut lui aussi mis au repos, apparaît le mardi au boulot. Mais devant l'indignation des compagnons, il dut rebrousser chemin.

Pour terminer, nous avons comme document une lettre prouvant la complicité du contremaître, que nous voulons au mépris de tous les peintres conscients. En effet, ce salopard veut instaurer le travail aux pièces en embauchant à plus bas prix.

La bataille est donc engagée. Les peintres qui restent, ainsi que la presque totalité du personnel de cette boîte, nous ont fait part de leurs sentiments d'union, qui sont nécessaires pour contrecarrer la mauvaise tésigone que voudraient entreprendre contre eux les sinistres « chiens de garde » susnommés.

Nous espérons cependant que ces derniers, pour le bien de tous, abandonneront une telle tactique qui pourrait leur jouer, à l'avenir, un bien vilain tour.

Pour le « groupe d'anciens », O. GOUTURIER, J. PFLIEGER.

Un coup d'œil dans les « boîtes »

CARROSSERIE BELVALLETTE 21, rue Duret, Paris

La frousse fait parfois perdre la raison !...

Décidément cette maison tient à faire parler d'elle. A-t-elle l'espoir de publicité ? Nous l'ignorons ! Cependant, ce que nous ne méconnaissons point, c'est la frousse dont fut prise la direction le jour de la publication de notre mise en garde contre l'ex-combattant Chamoulaud.

Indiscutablement, le « groupe d'anciens » inquiétait fort celle-ci qui, dans son émoi imagina un tour à sa façon, vraiment maladroit comme on va voir.

Un mouchard en mal de délation « moi-sai » aux ateliers de la rue Villiers.

Bien noté par son hôte favori, le directeur Farjot, l'odieux personnage fit son apparition un beau mardi matin parmi nous,

où il fut immédiatement mis en quarantaine. Nous étions prévenus que cet individu qui a nom André Faustein, d'Aulnay-sous-Bois, avait déjà fait mettre sur le pavé un contremaître et ses compagnons, et aussi que les successeurs de ces derniers profitant de la légalité furent assez énergiques pour mettre en demeure notre salopard de quitter sur-le-champ la maison ou sinon c'était la grève. Devant notre attitude notre bonhomme se plaignit, et le lendemain fut casé, dans un endroit moins désagréable pour lui.

Pendant ce temps, rue de Villiers, une affiche invitait les peintres chômeurs à se présenter rue Duret où un embauchait à 0,25 de moins d'heure ; ceci se fit avec la complicité de l'apprenti « preu » Fion, d'origine belge, qui nous mit le samedi suivant à pied au nombre de sept.

Comme bien on pense, il fallait à tout prix attaquer le « groupe d'anciens ».

Dans la semaine qui suivit, les sept reçurent de la direction un papier les avertissements poliment à venir se faire régler pour manque de travail.

Cette manœuvre grossière n'a pas réussi, car le mouchard en question, qui sous notre pression fut lui aussi mis au repos,

apparaît le mardi au boulot. Mais devant l'indignation des compagnons, il dut rebrousser chemin.

Pour terminer, nous avons comme document une lettre prouvant la complicité du contremaître, que nous voulons au mépris de tous les peintres conscients.

Les peintres qui restent, ainsi que la presque totalité du personnel de cette boîte, nous ont fait part de leurs sentiments d'union, qui sont nécessaires pour contrecarrer la mauvaise tésigone que voudraient entreprendre contre eux les sinistres « chiens de garde » susnommés.

Nous espérons cependant que ces derniers, pour le bien de tous, abandonneront une telle tactique qui pourrait leur jouer, à l'avenir, un bien vilain tour.

Pour le « groupe d'anciens », O. GOUTURIER, J. PFLIEGER.

LIQUE : Salle Raymond-Lefebvre, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau.

BRIQUETEURS, FUMISTES INDUSTRIELS (Salle Eugène-Varin, Bourse du Travail).

Nous rappelons que les sections techniques ont pour devoir de faire, à l'issue de leur réunions, des collectes pour les malades.

UNION FEDERATIVE DES SYNDICATS AUTONOMES DE FRANCE — Réunion de la Commission provisoire, demain, 10 courant, à 20 h. 30, au siège.

CHARPENTIERS EN FER — Pour en finir avec les detracteurs du syndicalisme ; pour déterminer nettement la combativité immédiate de la Section contre le patronat ; pour affirmer au grand jour notre unité d'action dans le syndicalisme révolutionnaire, vous assisterez tous à l'Assemblée générale corporative qui aura lieu aujourd'hui Dimanche 9 novembre, salle Pelloutier, 8, avenue Mathurin-Moreau (Métro Combat).

Le Conseil rendra compte de son mandat et de son action. Un représentant du S. U. B. sera présent.

Syndiqués, syndicalistes, tous à la réunion !

Cercle des Amis de la B. S. — Vous êtes invités à assister à la réunion mensuelle du Cercle, qui aura lieu le dimanche 9 novembre, à 9 h. 30, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 13 et 14.

Ordre du jour : 1^{er} Compte rendu moral et financier ;

2^{me} La position de la B. S. devant l'U. E. S. A.

3^{me} L'application des statuts, conseil d'administration, comité de rédaction;

4^{me} Appel de toutes les organisations de l'U. F. S. A. et de la minorité syndicaliste.

5^{me} S. hebdomadaire.

6^{me} Questions diverses

La Vie de l'Union Anarchiste